



Paris, le 23 octobre 2011

## **Le nouveau musée d'Orsay fermé : les personnels en grève reconductible**

### **Un symptôme du malaise dans les musées**

#### **Des effectifs de personnels en baisse continue dans un musée en expansion continue : un effet ciseaux en voie de banalisation**

2000 m<sup>2</sup> de salles d'exposition supplémentaires ont été créés au musée d'Orsay après deux années de grands travaux dans un musée resté néanmoins ouvert au public ; les programmations d'expositions, d'événements et d'activités sont augmentées, enrichies et diversifiées, et la Direction souhaite doper la fréquentation et attirer 4 millions de visiteurs au lieu de 3 millions aujourd'hui.

Pour relever ce défi, les personnels sont confrontés pour la troisième année consécutive à une baisse de leurs effectifs. Parfois pour renforcer d'autres priorités ailleurs, comme par exemple des missions de préfiguration de projets d'établissements culturels.

Depuis 2009, l'établissement aura perdu 34 emplois d'État, soit 7,5 % : c'est presque le double de la cible Révision générale des politiques publiques (RGPP, 1,5 % par an), car la **totalité** (100 %) des départs en retraite ne sont pas remplacés.

A cela s'ajoute le fait que depuis 2008, une trentaine de postes vacants restent non pourvus chaque année.

En mars 2010, la direction d'Orsay/Orangerie a fait des propositions à la tutelle ministérielle pour continuer « *la réduction des effectifs attribués et diminuer le plafond d'emploi d'État, et augmenter en moindre proportion le plafond d'établissement.* »

Depuis quatre ans, les conditions de travail sont rendues très difficiles, comme dans beaucoup d'établissements du ministère de la Culture. Aujourd'hui, avec le NOUVEL ORSAY, elles ne sont plus tenables : au musée d'Orsay comme dans bien d'autres musées, les services sont étouffés, soumis à un quotidien éprouvant, à des consignes et objectifs inatteignables. La qualité du service rendu aux visiteurs diminue : fermetures occasionnelles de salles d'exposition, fermeture fréquente de caisses-billetterie, de comptoirs d'information, programmations allégées pour cause d'équipes réduites d'année en année.

Malgré les efforts des personnels, l'accueil des visiteurs, la protection des œuvres et du bâtiment peuvent s'en trouver fragilisés.

Un préavis a été déposé par la CFDT, SUD et la CGT. Jeudi 20 octobre, jour de l'ouverture au public du NOUVEL ORSAY agrandi, les personnels réunis en assemblée générale ont

voté la grève. Celle-ci a été reconduite vendredi 21, samedi 22, dimanche 23 : le musée est fermé depuis quatre jours et les négociations sur les effectifs sont au point mort. La mobilisation se poursuit donc.

Dès avant le lancement du chantier de travaux au musée d'Orsay en 2010, les représentants du personnel avaient alerté la Direction et sa tutelle sur la nécessité impérieuse de planifier une gestion prévisionnelle des besoins en personnels.

C'étaient les conclusions du diagnostic contradictoire des effectifs qui a suivi la grève de décembre 2009 dans les musées nationaux. Les constats ont été faits, le diagnostic n'a pas été partagé et l'évolution des emplois encore moins.

## **Une grève très suivie**

Si l'ensemble des services et des catégories de personnels est pris dans l'étau du sous-effectif inexorable et de l'intensification du travail, les plus directement impactés sont ceux postés dans l'espace public du musée, en lien avec les visiteurs. Ce sont eux dont les pauses, les relèves, les congés, sont de plus en plus gérés sous tension.

C'est pourquoi la mobilisation la plus forte est constatée chez les agents d'accueil-surveillance, qui réclament depuis le mois d'avril 2011 dans une pétition intersyndicale des moyens pour compenser les pertes récentes et pouvoir ouvrir les nouveaux espaces du musée et les galeries impressionniste et post-impressionniste rénovées.

Devenu courant dans de nombreux musées, le recrutement de quelques vacataires précaires à temps incomplet imposé, peu formés, pour colmater un sous-effectif durable, est une solution inacceptable : cela accentue la précarité que le ministre de la Culture affirme vouloir résorber, cela accélère la rotation rapide des personnels affectés à des missions permanentes de sûreté.

Pour les agents d'accueil-surveillance, la pénibilité du travail augmente du fait de la transformation des anciennes salles, aux couleurs claires en pleine lumière du jour, en salles du NOUVEL ORSAY aux sols et murs de tons très sombres, et plongées dans la pénombre de petits spots directionnels.

Le ministère déclare avoir fait des propositions concrètes et "réelles" sur l'emploi, et même avoir pris un "*exceptionnel engagement, garantissant le plafond d'emploi sur 2012* »  
Des garanties en monnaie de singe !!!

## **Grands et petits musées subissent les conséquences désastreuses de la pénurie des emplois et des moyens**

Ce qui se passe aujourd'hui au musée d'Orsay n'est pas une situation isolée. C'est un cocktail analogue que l'on retrouve dans la plupart des musées et domaines. Les musées service à compétence nationale sont aussi au bord de l'asphyxie.

Ce que revendiquent les personnels du musée d'Orsay en grève, c'est tout simplement l'arrêt de la dégringolade des emplois publics. A ce stade de « gains de productivité » sans limites, c'est la santé au travail qui est mise en péril, tant physique que morale. Ce que les personnels désirent, c'est tout simplement l'arrêt de la dogmatique, aveugle et purement comptable RGPP dont les effets dévastateurs sur l'efficacité des services publics, le service rendu et les conditions de travail sont dénoncés sans relâche de tous côtés.

Dans le Projet de loi de finances (bleu) 2012 en cours d'examen par le Parlement, les emplois continuent d'être rabotés, en référence au PLF 2011 d'emplois autorisés :

<b>Pertes d'emplois prévues</b>	<b>Emplois d'État</b>	<b>Emplois d'opérateurs</b>
Centre Georges Pompidou	sans objet	- 16
Musée et domaine Château de Versailles	- 28	- 4
Musée du Quai Branly	----	- 2
Cité architecture patrimoine	- 7	- 2
Musée du Louvre	----	- 11
RMN Grand Palais	- 14	- 16
Arts décoratifs	sans objet	- 5
Musée Orsay-Orangerie	- 14	----
Musée Guimet	- 4	- 1
Institut national d'histoire de l'art	- 4	sans objet

Quel « établissement public » gagnerait en revanche 20 emplois en 2012 ?

Réponse : la Maison de l'Histoire de France !

## **Faire beaucoup plus avec de moins en moins : un fonctionnement en sur-régime**

Cette évolution négative dramatique des ressources humaines se conjugue pour beaucoup de ces musées de tailles diverses avec de grands projets d'investissement et de développement, d'ouverture de nouvelles salles, sans moyens de fonctionnement...

Ainsi le président du château-musée de Fontainebleau, Jean-François Hébert, expliquait-il l'an dernier sa politique d'ouverture de nouvelles salles (*Le Parisien*, 18 octobre 2010) :

*« Pour développer l'activité du palais et nos grands projets, la participation du privé est inévitable. Désormais, nous allons embaucher dans le privé. Un appel d'offres a été lancé. Ces embauches seront financées grâce à l'augmentation du prix d'entrée. »*

Une grève des agents d'accueil-surveillance à Fontainebleau dénonçait cette embauche de vigiles pour compenser des effectifs en baisse constante depuis six ans. Le processus d'externalisation est alors resté au statu quo mais il revient en force ce mois d'octobre, par un nouveau marché d'appel d'offres étendu, à bons de commande, en fonction des besoins.

On sait les prestations multi-services clefs en main que proposent des sociétés privées sous-traitantes : surveillance, sécurité, sûreté, accueil, médiation... en recourant parfois si besoin à d'autres sous-traitants.

On sait aussi que Jean-François Hébert est le préfigurateur de la Maison de l'Histoire de France.

Comment croire que ce qui est mis en place à Fontainebleau ne sera pas « l'expérimentation » à généraliser bientôt dans tous les musées service à compétence nationale censés intégrer cette Maison de l'Histoire de France ? « *Puisque ça se fait à Fontainebleau* », diront demain ceux qui assurent aujourd'hui que la MHF n'aura aucun impact organisationnel, statutaire ni social sur les personnels des musées qu'elle

« coordonnerait » !

Où l'on voit qu'il n'y a pas d'un côté la Maison de l'Histoire de France et les huit musées SCN visés par une réforme structurelle ; et de l'autre des musées échappant au premier cercle de la MHF : Louvre, Versailles, Guimet, Adrien-Dubouché, Orsay/Orangerie, CAPA, CNHI...

**Tous** sont concernés par l'idéologie néo-libérale des orientations du Conseil de « modernisation » et de « rationalisation » de l'État.

## **La culture en souffrance**

Les fonctionnaires sont aujourd'hui considérés avant tout comme un poids financier, une ressource dont le stock doit être géré en flux tendu. Chaque agent public se sent de trop, en surnombre, en sursis dans un train de réformes qui altère en profondeur les conditions et jusqu'au sens de son travail.

Les conceptions néo-libérales qui irriguent l'administration de la Culture promulguent la mondialisation et ses logiques de marché : le « *rayonnement international de la France, grande puissance culturelle* ». Cette injonction politique redéfinit le travail comme un service tarifé, les missions comme des prestations, le patrimoine comme une marchandise à exploiter, les œuvres comme des actifs à valoriser sans fin.

Redonnons toute leur valeur aux missions du service public muséal. Préservons les métiers, les savoirs et les savoir-faire à l'œuvre dans les musées et musées-domaines.

Luttons pour obtenir l'arrêt des suppressions inexorables d'emplois qui détériorent le service public culturel, sur des critères comptables masqués derrière la notion de « gains de productivité » illimités, qui en réalité génèrent surtout des dysfonctionnements.